

LE JOUR, 1951
25 AOUT 1951

PROPOS DE POLITIQUE ECONOMIQUE : L'INDUSTRIE SYRIENNE

La situation de l'industrie en Syrie appelle l'attention de tous les Libanais.

La politique économique de Damas visait à permettre à l'industrie syrienne de croître et de prospérer. Tout le tapage fait depuis deux ans aboutissait à cela. Or, le résultat est décevant. On ne peut plus dissimuler que l'industrie nationale en Syrie est mal en point et qu'elle multiplie ses doléances. Elle se plaint d'une congestion locale et de la concurrence étrangère. Elle ne peut plus produire sans aggraver la congestion et, si elle ne produit pas, l'arrêt de la production sur le plan financier et social est pire. D'où le vœu pressant formulé par les industriels de voir le gouvernement contrôler l'importation de façon plus stricte et sévère encore.

Mais à quoi sert d'imposer de toute force la consommation de la marchandise syrienne aux Syriens si la consommation syrienne n'est pas suffisante pour faire vivre raisonnablement l'industrie syrienne ? En Syrie, le débouché local est manifestement insuffisant alors que le débouché extérieur devient de moins en moins visible.

Les moyens factices de soutien de la production ont eu leur heure. Voici que ces moyens n'opèrent plus. Aux crédits considérables qui ont été faits aux industriels et que le mauvais état du marché ne permet pas de dégeler, on ne peut, sauf exception, sans grave danger ajouter d'autres crédits. Il y a des limites au crédit comme il y a des limites à la protection ; et toute l'ingéniosité du monde ne suffira à rendre viable une entreprise qui a contre elle la nature des choses.

Sans faux amour-propre et en toute simplicité, la Syrie devrait reconsidérer la situation dans son entier.

Nous aussi, au Liban, si nous pouvions édifier une grande industrie sans faire violence au bon sens, nous le ferions dans l'enthousiasme. Mais il faut s'arrêter devant l'obstacle naturel et voir d'abord ce qui est possible.

Avec un marché local aussi étroit que le marché syrien et avec un pouvoir de consommation aussi restreint, on ne prétend pas, sans bousculer la raison, faire la concurrence à l'univers ; on ne prétend pas, avec une population de trois millions d'hommes, dont les deux tiers ont un pouvoir d'achat qui compte à peine, se substituer à une production industrielle étrangère faite avec des moyens colossaux, pour le cinquième ou le quart des habitants de la planète.

Et si, sans produire à bon marché le produit de qualité, on interdit son entrée sur le territoire, c'est tout le standard de vie qui s'écroule. On peut évidemment renoncer à tout ou tout réduire à la quenouille et à la chèvre de Gandhi, mais ce n'est pas cela que la Syrie cherche. Or, nous disons, pour son bien et pour le nôtre, qu'elle ne fait pas la politique de ses moyens.

Si l'industrie en Syrie est si peu brillante et si le commerce en Syrie est alourdi par l'excès du stockage, plus encore qu'il ne l'est chez nous, ne faudrait-il pas modifier dans sa structure la politique industrielle et commerciale de la Syrie et la ramener à ce que l'évidence conseille ?

Faut-il rappeler enfin que la Syrie peut étendre sa culture du coton autant qu'elle voudra sans en arriver pour cela à des moyens inhumains ? L'enrichissement syrien est venu l'an dernier de coton brut ou égrené et non point de la transformation du coton en fil ou en tissu. C'est le

tissage qui souffre en Syrie tandis que les champs de coton sont dans leur gloire. A un fait aussi éclatant, encore faut-il donner tout son sens.

La Syrie a ce qu'il faut pour assurer à son agriculture un essor immense. Elle a devant elle de vastes richesses si elle fait une politique de peuplement intense au lieu d'une politique de protection outrée. La logique est d'ouvrir les frontières au lieu de les fermer et de ne point songer à les fermer avant qu'il y ait vingt millions d'habitants en Syrie.

C'est le cas de se souvenir que les réfugiés de Palestine qui voudraient s'établir sur son territoire, la Syrie devrait les encourager, les accueillir à bras ouverts et les établir le long de l'Euphrate et de ses affluents. C'est pour elle, en effet, une condition de prospérité et de puissance.

Nous ne disons certes pas que toutes les industries devraient être bannies de Syrie ou du Liban, ce qu'à Dieu ne plaise ! Nous disons seulement qu'il faut choisir les industries qui peuvent respirer sans ballons d'oxygène et vivre autrement qu'à coups d'hormones. On ne fait pas la concurrence à l'Amérique avec ces moyens-là.

Autrement, c'est le surmenage pour tous et c'est la politique économique qui est entièrement faussée. On peut voir déjà cela en Syrie, alors qu'il est encore temps d'y remédier.